



Collectif CGT- FSPOEIE

COMMUNIQUE

Montreuil, le 08 juin 2016.

Suite de l'action Ouvriers d'Etat du 26 mai 2016 Des premières annonces

Le 26 mai 2016, la mobilisation des Ouvriers d'Etat a marqué les esprits. A l'appel de la CGT, rejoints pas FO sur la seule partie Equipement (Ouvriers des Parcs et Ateliers et Aviation Civile), l'ensemble des Ouvriers d'Etat étaient en grève afin de faire pression sur le gouvernement pour obtenir :

- La levée définitive du moratoire qui bloque les recrutements,
- L'arrêt des externalisations,
- Des recrutements sous statuts ouvriers d'Etat en nombre suffisant pour répondre aux obligations de service public.

Le 26 mai, les Ouvriers d'Etat sont venus dire au Gouvernement que :

- le problème des Ouvriers d'Etat n'était pas statutaire, les statuts existent, ils nous ont permis jusque là de recruter sur nos missions,
- nous refusons tout statut « lowcost » et toute solution qui condamnerait le corps des Ouvriers d'Etat,
- le problème est politique et dépend de la volonté du Gouvernement de recruter sur nos missions.

Cette forte mobilisation, avec plus de 2500 manifestants sur les lieux de rassemblements mais aussi dans les établissements et services a produit ses premiers effets :

A l'IGN, pour la première fois depuis 2013, la DRH va faire officiellement des demandes d'embauches d'Ouvriers d'Etat.

A l'Aviation Civile, dans le cadre du protocole, les effectifs de la DGAC vont être maintenus

Pour les OPA, dans un relevé de décisions la DRH s'est engagée à relancer les services employeurs et à réactiver l'agenda social à partir d'un travail sur les missions.

A l'Assemblée Nationale, le 1^{er} juin, en réponse à une question Orale, **Annick GIRARDIN, Ministre de la Fonction Publique annonce qu'il n'est pas question de supprimer le statut d'Ouvrier d'Etat et que le Gouvernement met fin au moratoire** tout en annonçant que des décisions allaient arriver dans les prochains jours.

Ces propos sont à prendre avec précaution et les mettre en adéquation avec ceux tenus par sa directrice de cabinet adjointe : Myriam BERNARD lors de notre rencontre du 25 mai dans le cadre du préavis de grève.

Elle nous a affirmé qu'un nouvel arbitrage avait été demandé à Matignon sur deux aspects : les recrutements et l'évolution du statut.

Ce sont sans doute les décisions qu'attend la ministre dans les prochains jours !

De ces décisions dépendra probablement l'avenir du projet de quasi statut en gestation à la Fonction Publique et la volonté de recruter sur les missions d'Ouvrier d'Etat.

Incontestablement l'action du 26 mai à l'initiative de la CGT a fait bouger les choses mais le gouvernement n'a pas encore entendu l'ensemble de nos revendications :

Obtenir une véritable reconnaissance des missions et métiers des Ouvriers d'Etat et des recrutements à hauteur des besoins de service public.

Continuons le combat !